

Où est Rudi?

Où est Rudi ?

Analyse après un an de gouvernement Vervoort III

Le gouvernement Vervoort III est en poste depuis maintenant un an. Son bilan est véritablement désastreux. Ce gouvernement a besoin d'un leader clair, manque de volonté et de cohérence et n'a aucun budget pour réaliser ses projets. Un échec total ! Ceux qui pensaient que l'arrivée des verts allait amener le changement doivent être déçus.

Le gouvernement bruxellois a été rapidement formé l'été dernier : avant le 21 juillet, comme il se doit. Le 26 mai 2019, les électeurs, principalement côté flamand, avaient voté pour le changement, pour une gouvernance efficace et pour la fin de l'immobilisme dû à l'imbroglio institutionnel. Il n'en restait toutefois pas grand-chose dans l'accord de gouvernement. Alors que le PS a clairement dominé l'accord de gouvernement, nous nous demandons aujourd'hui ce qu'il en reste et où en est le ministre-président Vervoort dans son exécution. Où est Rudi ?

Soucieux de faire au plus vite, le ministre-président Vervoort avait omis de définir les grands axes du **budget** bruxellois l'été dernier. Même lors du délai d'octobre 2019, le gouvernement Vervoort III n'a pas été capable de prendre une décision afin de trouver les moyens nécessaires pour mettre en œuvre l'accord de gouvernement. En revanche, près d'un demi-milliard d'euros ont été prévus pour des investissements hors objectifs budgétaires (sans accord européen).

En réalité, l'accord de gouvernement bruxellois prévoit, outre la poursuite de la politique actuelle, toute une série de souhaits en vue d'une nouvelle politique, mais sans les moyens nécessaires. Une liste par ailleurs toujours en cours de négociation. Nous ne savons toujours pas ce que le gouvernement bruxellois va entreprendre ou non.

Prendre des décisions, faire des choix et au besoin économiser : telle est pourtant l'essence d'un gouvernement. Les défis bruxellois sont immenses, et ces attermoissements déplorables. L'absence de budget (pluriannuel) démontre toute la faiblesse du ministre-président Vervoort et de son gouvernement. Nous nous sommes plusieurs fois demandé où était le ministre-président Vervoort.

C'est dans ce contexte budgétaire difficile pour Bruxelles que le **coronavirus** a frappé notre pays à la mi-mars. Bruxelles s'est retrouvée confinée et a été durement touchée. La situation dans les maisons de repos et les hôpitaux fut très compliquée. L'impact économique est considérable : le secteur de l'horeca, particulièrement important pour notre Région, a dû fermer pendant plusieurs mois et les rues commerçantes sont restées vides.

Le gouvernement bruxellois est resté aux abonnés absents : le manque de coordination de la politique de santé a débouché sur une réaction chaotique des communes, avec parfois 19 politiques de lutte contre le coronavirus différentes à Bruxelles. Les maisons de repos ont été particulièrement touchées et ont parfois dû attendre plusieurs semaines pour recevoir du matériel. Et quand la crise a atteint un second pic cet été, la capacité de test avait déjà diminué et le gouvernement n'a pas répondu à notre appel à convoquer la commission Santé.

La réaction du gouvernement bruxellois sur le plan économique fut également tardive et insuffisante.

Alors qu'en Flandre, les demandes pour les premières primes de compensation et de soutien touchaient déjà à leur fin et que de nouvelles primes étaient annoncées, la première prime de compensation bruxelloise n'était pas encore finalisée. Non seulement elle était plus basse qu'en Flandre, mais aucune autre mesure, comme une prime de compensation quotidienne (160 €) par jour de fermeture ou une indemnité pour les chômeurs temporaires (202,68 €), n'a été prise. La recapitalisation de Finance & Invest Brussels par le gouvernement bruxellois afin de permettre des emprunts et des investissements a été inférieure à ce que Finance & Invest Brussels jugeait nécessaire avant la crise. Une grande partie des budgets limités destinés au soutien direct des entreprises fut accordée à des secteurs comme les taxis et les titres-services, déjà fortement dépendants des aides publiques, et non à des entreprises privées rentables avant la crise et durement touchées.

Le « plan de relance » mis sur pied par le gouvernement bruxellois il y a deux mois fut une grande déception : maintien et bricolage de mesures transitoires toujours inférieures à celles des autres régions, mise en œuvre partielle de certaines mesures déjà contenues dans l'accord de gouvernement avant le coronavirus et retour sur plusieurs promesses faites précédemment. Et nous n'avons toujours pas de budget clair pour toutes ces mesures contre le coronavirus.

En matière de **sécurité** également, le manque de volonté se ressent. Ces derniers mois, Bruxelles a fait la une de la presse (inter)nationale à plusieurs reprises, malheureusement sous un angle négatif. Les images des émeutes à Anderlecht, à Molenbeek et à Bruxelles ont

terni la réputation de la ville. En outre, les agents de police, pompiers et ambulances sont de plus en plus souvent confrontés à des actes de violence. En cause : une politique de sécurité morcelée et le laxisme.

Le ministre-président Rudi Vervoort doit agir de toute urgence. À travers la sixième réforme de l'État, il a été doté de compétences en matière de sécurité dont il ne tire pas suffisamment profit. Il doit maintenant définir une approche unifiée pour tous les quartiers problématiques de la ville, notamment via l'harmonisation des règlements de police (ce qui n'est pas la mission de l'illégale « conférence des bourgmestres »). Il doit en outre faire des violences à l'encontre de nos services de secours une priorité du conseil régional de sécurité et du nouveau plan de sécurité régional. Sa gestion du système de vidéosurveillance régional et de la nouvelle école de police laisse également à désirer.

Notre Région doit être simplifiée, c'est une évidence. Le meilleur exemple reste la fusion des six zones de police. Les 19 communes, CPAS, administrations... empêchent malheureusement toute politique résolue. L'accord de gouvernement ne contient aucun engagement concret, si ce n'est des « États généraux ». Le ministre responsable a toutefois déclaré n'y être guère disposé, ajoutant que les moyens manquaient actuellement. Nous craignons de voir cette promesse rester lettre morte et de ne pas véritablement avancer vers l'unification de Bruxelles.

Nos trois députés aborderont brièvement plusieurs autres thèmes et promesses de l'accord de gouvernement lors de la conférence de presse.

Petit avant-goût :

« Smart city » et 5G

Le gouvernement bruxellois souhaite faire de Bruxelles une « smart city », mais le dossier de la 5G le ramène à la dure réalité. L'accord de gouvernement lie des conditions irréalisables à l'arrivée de la 5G.

Le dossier est entre les mains de ministres qui se contredisent et Rudi Vervoort se contente d'observer. Le gouvernement refuse de prendre ses responsabilités et a finalement décidé de soumettre le dossier technique et complexe de la 5G aux citoyens afin de sortir de l'impasse. Quand un dossier devient trop complexe, on le soumet donc aux citoyens ? Cet exemple illustre parfaitement le manque total de volonté du gouvernement. L'Europe va devoir chercher un autre endroit pour le nouveau centre européen de cybersécurité.

Approche régionale du chômage

Comme tout le monde le sait, les chiffres du chômage dans notre Région sont particulièrement élevés. À Bruxelles, pas moins d'un enfant sur quatre grandit dans une famille SANS parents actifs et près d'un jeune Bruxellois de moins de 25 ans sur trois n'a pas de travail. Et ces chiffres datent d'avant la crise du coronavirus.

Un quart des entreprises bruxelloises affirment rencontrer des difficultés, et on estime à environ 12 % celles qui devront déposer le bilan d'ici la fin de l'année, soit une sur huit. Lors de la présentation du « plan de relance », le ministre bruxellois du Travail Bernard Clerfayt a annoncé que la Région compterait environ 20 % de chômeurs d'ici la fin de l'année. Des chiffres désastreux.

Face à cette crise, le gouvernement ne compte pourtant pas soutenir davantage le secteur privé, miser sur des formations prometteuses dans un tel climat économique, mener une politique d'activation ou aider les personnes qui risquent de perdre leur emploi à se réactiver dans ce même secteur privé. La principale annonce du plan de relance en matière de politique de l'emploi consiste à étendre les « contrats subventionnés » et les emplois publics coûteux visant principalement à ramener les chômeurs de longue durée au travail, mais qui ont fait l'objet de nombreux abus par le passé afin de permettre à ces personnes de bénéficier à nouveau d'une allocation de chômage. Même le projet de « territoires zéro chômeur de longue durée » annoncé dans l'accord de gouvernement et soutenu par Ecolo et le PS a été remis en question par le ministre compétent Clerfayt en commission.

Selon nous, ce gouvernement a besoin d'une vision claire et ambitieuse en matière de chômage et d'emploi.

Logement

Le gouvernement entend trouver une solution pour les 15 000 familles qui se trouvent sur liste d'attente en vue d'un logement social au cours de cette législature. Pour ce faire, 6400 nouveaux logements doivent être construits et le gouvernement souhaite collaborer avec le secteur privé et rénover les immeubles existants.

Le plan d'urgence pour le logement et le budget pluriannuel lié n'ont pas encore été approuvés définitivement par le gouvernement. Dans le même temps, la secrétaire d'État compétente refuse de lutter contre la fraude au logement (notamment via le contrôle des propriétés à l'étranger) et tolère les squatteurs (ce qui est contraire à la loi fédérale). Et nous n'avons pas non plus reçu de réponse de la secrétaire d'État à nos demandes concernant les objectifs concrets, le calendrier et les budgets requis pour l'exécution du plan d'urgence. La stratégie régionale d'acquisition-rénovation de logements n'a pas encore été définie. L'appel public pour l'acquisition de logements existants et de logements en construction (prévu pour l'été 2020) n'a pas encore été lancé non plus.

Notre demande est simple : show us the money. En matière de logement, il ne s'agit jusqu'à présent que de vaines promesses.

Accueil des transmigrants et sans-abrisme

Le gouvernement bruxellois continue à tort de pointer du doigt le niveau fédéral en ce qui concerne l'accueil des transmigrants. Les transmigrants (ou migrants en transit) sont des personnes qui entrent dans le pays de manière illégale et souhaitent se rendre vers une

autre destination. S'ils introduisent une demande d'asile légale, ils obtiennent toutefois le gîte et le couvert de la part des autorités fédérales.

En ouvrant un centre d'accueil régional pour transmigrants, « La Porte d'Ulysse », le gouvernement maintient une situation illégale et fait de Bruxelles une plaque tournante du trafic d'êtres humains, renforçant ainsi la problématique sans cesse grandissante du sans-abrisme dans la ville.

Alors que le gouvernement avait enfin annoncé un revirement, en passant de l'accueil d'urgence (gîte et couvert pour la nuit, puis retour à la rue) à des solutions « structurelles » dans la lutte contre le sans-abrisme, notamment via des projets comme « housing first », ses initiatives récentes continuent de miser sur le soutien à la Porte d'Ulysse (400 000 € supplémentaires récemment) et l'extension accélérée de la capacité du New Samusocial, et donc de l'accueil d'urgence, par exemple au centre Poincaré d'Anderlecht. Le gouvernement contribue donc lui-même au problème. Et le revirement promis se fait attendre.

Multilinguisme

Depuis l'installation du nouveau gouvernement, la Région compte un véritable « ministre du multilinguisme ». L'objectif est de mettre en avant l'identité bruxelloise et, à terme, de rendre tous les enfants au moins trilingues (néerlandais, français et anglais). Le multilinguisme est un atout, c'est évident. Mais en tant que défenseurs des Flamands de Bruxelles, nous aimerions bien qu'un ministre du multilinguisme (surtout lorsqu'il s'agit d'un ancien de la Volksunie) s'assure que les services (notamment publics) soient accessibles au minimum dans les deux langues à Bruxelles. Car c'est là que le bât blesse.

Le dernier rapport du vice-gouverneur de Bruxelles Ostyn montre encore une fois que le recrutement de personnes disposant des compétences linguistiques requises dans les communes laisse plus que jamais à désirer. Et rien n'est malheureusement fait pour y remédier. (<http://www.vicegouverneurbru.be/2019FR.pdf>).

Intégration

Le gouvernement n'a toujours pas fixé de délai clair pour l'intégration obligatoire à Bruxelles. Le délai initial de janvier 2020 avait déjà été reporté à janvier 2021, un délai désormais lui aussi incertain. Et ce, alors que l'ordonnance a été votée au Parlement bruxellois dès 2017 et que l'intégration obligatoire est en vigueur en Flandre depuis 2004 déjà. Un nouveau report en 2021 serait une immense déception. Nous ne sommes pas les seuls à le dire, d'autres voix se font également entendre au sein de la majorité.

Dans ses discussions avec le gouvernement flamand, le ministre Maron promet de mettre en œuvre l'accord de collaboration, mais en commission, il ne cesse de souligner la nécessité d'intégrer au sein de la Commission communautaire commune (Cocom) tous les parcours d'intégration organisés par la Communauté flamande et la Commission

communautaire française et de créer un parcours d'intégration bruxellois unifié. Cette volonté, reprise dans l'accord de gouvernement, est directement contraire à l'accord de collaboration avec la Communauté flamande. Et ce serait une nouvelle subordination du néerlandais à Bruxelles, la Cocom étant de facto francophone.

Aménagement du territoire

L'accord de gouvernement prévoit : « *Les projets de développement territorial devront notamment intégrer la bonne gestion des eaux, la création d'îlots de fraîcheur, la réduction de l'emprise de la voiture au profit des autres modes de déplacement et l'augmentation de la biodiversité.* » De très belles intentions, mais dans le même temps, on constate que la Région et la Ville de Bruxelles souhaitent toujours réaliser le projet NEO, y compris le gigantesque centre commercial de 72 000 m². Une situation étonnante, le partenaire de gouvernement Ecolo/Groen s'y étant vivement opposé. Et nous n'avons toujours pas accès à des documents essentiels, comme le montant que ce projet a déjà coûté et les comptes rendus du conseil d'administration. De nombreux autres plans d'aménagement directs font face à une vive opposition de comités de quartier (Loi, Hermann-Debroux, Mediapark...). On ne peut pas dire qu'il soit question d'une véritable participation citoyenne pour le moment.

Mobilité

Le plan Good Move annoncé sous le gouvernement Vervoort II est désormais une réalité. Il n'est toutefois nullement question d'une régionalisation de la politique de mobilité. Les communes restent entièrement compétentes pour les dossiers qui touchent les Bruxellois, comme l'aménagement de pistes cyclables ou la politique de stationnement.

Le passage à des zones 30 et la création de zones résidentielles (zones 20) en collaboration avec les communes n'ont pas été accompagnés des investissements requis au niveau de l'espace public, contrairement à ce que prévoit l'accord de gouvernement. On s'est souvent contenté d'un simple signal, que les citoyens ne comprennent généralement pas. De très nombreux excès de vitesse ont d'ailleurs été constatés.

En matière de fiscalité, les deux principaux partis au sein du gouvernement ne parviennent pas à se mettre d'accord. Le PS refuse toute idée de taxe kilométrique et souhaite la gratuité des transports en commun pour les Bruxellois de moins de 25 ans et de plus de 65 ans, alors qu'Ecolo préconise un péage urbain, l'automobiliste circulant durant les heures de pointe et contribuant de la sorte au ralentissement du trafic étant invité à payer davantage. Aucune décision n'a donc encore été prise. Le verdissement de la fiscalité automobile ne progresse pas non plus. La fiscalité en matière de circulation constitue pourtant un levier important dans la transition vers une Région pauvre en émissions.

Nous n'avons toujours pas de nouveau plan régional de sécurité routière pour 2020-2030, ni de nouveau plan de stationnement régional. De plus, les difficultés financières de Parking.brussels et son mauvais service client posent un véritable problème.

Bruxelles-Propreté

Bruxelles-Propreté a enfin fait l'objet d'audits, dont les conclusions sont implacables. Le gouvernement continue pourtant de soutenir la direction de Bruxelles-Propreté malgré sa responsabilité flagrante. Difficile de prédire la réforme de cette agence et ce qui sera fait pour rendre Bruxelles plus propre.

Climat et énergie

La transition vers une Région pauvre en émissions, fil rouge de l'accord de gouvernement, se traduit par un ambitieux plan énergie-climat. Bruxelles se fixe des objectifs très ambitieux. Mais ici aussi, difficile de savoir comment ces objectifs pourront être atteints. Sans budget pluriannuel, la question reste de savoir si et dans quelle mesure la transition sera véritablement financée.

Le gouvernement entend financer une transition ambitieuse de l'économie, notamment à travers un fonds de transition économique. Mais jusqu'à présent, aucun fonds de ce type n'a encore été mis sur pied.

Pour ce qui est de la stratégie de rénovation, la rénovation globale du parc immobilier requiert un budget colossal : la stratégie prévoit la mobilisation de près de 30 milliards d'euros sur 30 ans pour la rénovation et la restauration du parc immobilier existant. Elle ne dit toutefois pas comment le gouvernement entend obtenir les budgets nécessaires, à hauteur de dizaines de milliards d'euros, pour atteindre les objectifs fixés.